

## IDÉES/

Après le bras de fer  
entre l'Europe et Athènes

## Révissez vos leçons!

**Pierre Laurent interpelle Laurent Joffrin à propos de son analyse de la crise grecque.**

En annonçant à la une de Libération du 11 août un grand dossier sur «les leçons de la crise grecque», votre journal a fait une promesse à ses lecteurs qu'il n'a absolument pas tenue. Votre dossier et l'analyse introductive que vous signez ne tirent aucune leçon de l'expérience grecque de ces huit derniers mois. En tout cas aucune de celles que devrait logiquement tirer quiconque se réclame de la gauche. Une fois de plus, vous faites totalement fi de la position réelle et

maintes fois exprimée d'Alexis Tsipras. Cherchant en fait à justifier la politique d'austérité menée en France par François Hollande, vous présentez sa décision de signer l'accord qui lui a été imposé comme un reniement à ses promesses démagogiques, la reconnaissance par lui-même que rester dans l'euro vaut bien «une certaine dose d'austérité» et qu'il aurait mieux valu l'admettre tout de suite plutôt que de «jouer au poker avec l'avenir de la Grèce». Ainsi, selon vous, Alexis Tsipras pourrait maintenant être soutenu parce qu'il s'est converti au réalisme d'une austérité qu'il combattait hier. Cette position est l'exact contraire de celle qu'a exprimée le Premier ministre grec, le 29 juillet dans une longue interview à la radio hellénique Sto Ko-

kkino, dont seule l'Humanité a publié la traduction intégrale. Je cite: «Nous avons tenté, dans des conditions défavorables, avec un rapport de forces difficile en Europe et dans le monde, de faire valoir la raison d'un peuple et la possibilité d'une voie alternative. Au bout du compte, même si les puissants ont imposé leur volonté, ce qui reste c'est l'absolue confirmation, au niveau international, de l'impasse qu'est l'austérité.» Si réalisme il y a, on le voit, c'est celui de la lucidité face au rapport de forces et aux conditions draconiennes de l'accord qui a été imposé à la Grèce. La transparence avec laquelle Alexis Tsipras conduit son combat est d'ailleurs une belle leçon de démocratie. Alors, pourquoi avoir signé, quand vous nous dites, monsieur

Joffrin, qu'il ne tenait qu'à Alexis Tsipras d'écarter ce chantage «en négociant un Grexit temporaire et ordonné que lui proposaient ses interlocuteurs allemands»? Précisément, parce que le Grexit, souhaité de bout en bout par le gouvernement allemand, aurait signifié une faillite catastrophique pour les couches populaires en Grèce. La décision revancharde de contraindre à la fermeture des banques, prise par l'Eurogroupe à la veille du référendum, préparait le terrain au Grexit et à la liquidation politique du gouvernement Tsipras. Sait-on suffisamment que les Allemands ont été les plus zélés à proposer un Grexit dit «ordonné» de la Grèce, en gros un accompagnement musclé vers la sortie? Ceci dit, Alexis Tsipras reconnaît lui-même que la Grèce a dès lors été enfermée dans un «dilemme coercitif». En acceptant, contraint, les conditions draconiennes de l'accord, c'est donc en quelque sorte maintenu dans la prison de l'austérité que Tsipras a décidé de continuer à mener le combat, parce que le choix alternatif du Grexit n'était pas celui de la liberté mais celui du condamné à mort. Reconnaisant le caractère douloureux de ce compromis, il a souligné combien il s'agissait «d'une victoire à la Pyrrhus de nos partenaires européens et de nos créanciers». Nous sommes donc loin, convenez-en, d'un ralliement à l'austérité. Dans ce combat inégal, la Grèce a également marqué des points. Au plan politique, en élevant le niveau du débat sur la viabilité des politiques d'austérité et la soutenabilité de la dette dans toute l'Europe. Le gouvernement grec a ouvert une voie vers laquelle nous devrions désormais tous pousser. Au plan économique, en obtenant 83 milliards de financement sur trois ans là où le compromis d'avant-référendum avec les mêmes mesures d'austérité n'assurait que 10 milliards sur cinq mois. Il y a quelques jours encore, les Allemands plaidaient plutôt pour un «prêt relais» qu'un accord de financement durable en échange du plan d'austérité. Dans ces conditions, le devoir d'une gauche digne de ce nom n'est pas de prétendre soutenir Tsipras en vantant son imaginaire ralliement à l'austérité, ce qui reviendrait à le soutenir comme la corde soutient le pendu, mais de le soutenir vraiment en élargissant le front de lutte européen contre l'austérité, pour des financements allant à la création d'emplois et de riches-

ses, aux services publics et non plus à l'enrichissement des créanciers, pour la restructuration européenne de la dette. L'engagement de la France dans ce combat s'avérerait immédiatement décisif, quand on voit ce que celui de la Grèce, seule et isolée, a déjà fait bouger dans les consciences. C'est là que votre responsabilité, cher Laurent Joffrin, et celle du gouvernement français sont gravement engagées. Jusqu'à quand allez-vous plaider des vieilles lunes qui condamnent chaque jour un peu plus l'idée européenne dans la tête de millions d'Européens plutôt que de regarder vers l'avenir d'une nécessaire refondation démocratique et sociale en Europe? Le débat sur la fédéralisation accrue de la zone euro est une fausse fenêtre car elle esquive encore une fois le fond du problème: la nature des politiques mises en œuvre. La voie ouverte par les Grecs place la barre plus haut: reconquérir le pouvoir confisqué en Europe par les marchés financiers avec la complicité des gouvernements de la zone euro pour le rendre aux peuples et à leurs choix souverains. Nations et Europe ne s'opposent pas si la règle démocratique d'une Europe à géométrie choisie remplace celle d'une Europe régie par la loi du plus fort. Tout votre dossier est traversé une nouvelle fois par cette fausse opposition qui expliquerait tout: les pro-Européens d'un côté, les souverainistes de l'autre. Votre analyse date, cher Laurent Joffrin. Aujourd'hui, les tenants de l'ordre libéral en Europe et les partisans du retour au choc des nationalismes sont les deux protagonistes d'une même impasse mortifère. L'avenir appartient à ceux qui feront le choix d'une refondation sociale et démocratique de l'Europe. Alexis Tsipras et les siens, avec les forces de la Gauche européenne que je préside, mènent ce combat. C'est le seul combat d'avenir pour les forces de gauche en Europe. ◀

Par  
**PIERRE LAURENT**



Président du Parti de la gauche européenne et secrétaire national du Parti communiste

## L'ŒIL DE WILLEM

